

Voyons combien économisera le Trésor fédéral grâce à l'abandon de certains programmes. Le gouvernement a consacré de 60 à 70 millions de dollars au programme issu de la loi sur les réserves provisoires de blé. Il abroge la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies en vertu de laquelle il dépensait en moyenne six millions de dollars chaque année. Voyez les mesures prises l'année dernière par la Commission du blé. Elle s'est trouvée obligée de réduire de 6 à 8c. le prix du boisseau de blé et pourtant notre dollar flottant a coûté environ 90 millions de dollars aux producteurs de grain. Voyez ce qui s'est produit avec le programme LIFT: le gouvernement a versé environ 58 à 59 millions de dollars. Il est difficile de s'imaginer à combien se sont élevées les pertes nettes subies par les producteurs avec LIFT. Elles atteignent des centaines de millions de dollars. Voilà combien ils ont perdu à cause du grain qu'ils n'ont pu semer. Des quantités de chiffres ont été cités ici et, lors de l'annonce de LIFT, on a parlé des 125 à 150 millions de dollars qui devaient être versés dans le cadre de ce programme. Lorsque j'ai questionné le ministre au sujet de ces chiffres à la Chambre l'automne dernier, il m'a répondu qu'il s'agissait de chiffres hypothétiques et qu'au lieu de 140 millions, le programme LIFT prévoyait des versements de 57 à 59 millions, soit près de 60 millions de dollars. Et les citoyens canadiens, entendant citer le magnifique chiffre de 150 millions prévu dans ce programme, se sont dit: «Voyez tout ce que nous faisons pour nos cultivateurs. N'est-ce pas sensationnel!»

Si on étudie les rapports de la Commission du blé, on y voit annoncées d'énormes ventes en puissance mais elles ne se sont pas réalisées. On trouve des pages et des pages de ventes tombées à l'eau. Et pourtant nos concitoyens pensent que le gouvernement fait de l'excellent travail. Je répète qu'il leur suffit de parcourir les rapports de la Commission du blé pour voir exactement ce qui a été réalisé en matière de ventes. Que représentent toutes ces économies pour le Trésor fédéral? Quiconque étudie les chiffres s'aperçoit que le Canada est en bien meilleure position pour aider son agriculture que certains autres pays. Je crois que ces chiffres ont été cités ici l'autre jour. Pour aider son agriculture, le Canada dépense environ \$300 par tête d'habitant alors qu'un petit pays comme la Suisse dépense \$1,500. Nous sommes en train de réduire nos subventions agricoles.

J'en reviens au concept de stabilisation. Ce concept qui stabilisera les revenus ruraux au minimum vital est ridicule. On comprend difficilement qu'un homme comme le ministre responsable de la Commission du blé, qui a eu autrefois, paraît-il, certains rapports avec l'agriculture, puisse appuyer ce genre de programme.

Et puisque nous en sommes à la stabilisation du revenu des agriculteurs, voyons quelques-uns des relèvements de salaire qui ont été accordés dans d'autres secteurs. A London, le salaire horaire des lamineurs est passé de \$5.40 à \$7.60 pour deux ans, soit une augmentation de 40 p. 100, plus les avantages accessoires. A Toronto, les plâtriers ont obtenu un nouveau contrat qui portera leur salaire de \$5.70 à \$6.90 l'an prochain.

**Une voix:** Ils ont un syndicat.

[M. Downey.]

**M. Downey:** D'une récente étude portant sur 27 régions des États-Unis, il ressort que les ouvriers dans sept des métiers les moins rémunérés du bâtiment gagnent en moyenne \$11,342 par année, salaires et avantages accessoires compris. Le salaire moyen des métallurgistes de l'Indiana est de \$15,828 par année, tandis que celui des charpentiers du Sud de la Californie est de \$22,234.

**M. Benjamin:** Le député a-t-il recueilli des chiffres sur le revenu des médecins?

**M. Downey:** Vous pourriez tout aussi bien donner ici des chiffres sur le revenu des médecins et les bénéfices des banques.

**M. Benjamin:** Et des avocats.

**M. Downey:** Voyons maintenant à quel niveau les autres secteurs de la population sont priés de stabiliser leur revenu. Selon une déclaration que j'ai relevée, les salaires négociés dans le bâtiment représentaient en général le double de ceux de l'industrie de la fabrication. En 1970, la moyenne des contrats négociés dans les métiers de la construction exigeait une augmentation de 18.3 p. 100 la première année, contre une de 8.1 p. 100 dans la fabrication.

Un autre article porte le titre suivant: Les plâtriers de Toronto obtiennent une augmentation de 21 p. 100, portant leur salaire horaire à \$6.90 en deux ans. Cela représente une augmentation de 21 p. 100 sur le salaire horaire courant. On peut lire plus loin dans cet article:

Plusieurs syndicats du bâtiment, dans la région de Toronto, songent sérieusement à une semaine de travail réduite de quatre jours de huit heures et de quatre heures le vendredi. Au moins six syndicats ont la semaine de 37 heures et demie.

S'imaginer-t-on à quel point la semaine de travail des agriculteurs sera longue une fois que leur revenu aura été stabilisé à des niveaux quasi déficitaires? Les revenus des autres secteurs de la population augmentent. Aussi ne faut-il pas s'étonner de lire dans le *Journal d'Edmonton* du mercredi 24 mars que peu de diplômés des universités songent à redevenir agriculteurs. Voici ce que dit l'article en question:

• (3.30 p.m.)

Les facteurs économiques de l'agriculture moderne dissuadent de nombreux jeunes qui ont reçu une formation de rester à la ferme après leur mariage.

On rappelle ensuite les paroles de M. K. R. Parker, coordonnateur adjoint des études d'agronomie en Alberta.

D'après lui, les professions non agricoles offrent de meilleures perspectives de revenu à cause des faibles rendements de l'exploitation agricole.

Étant donné ce que contiennent certains des programmes qu'il a présentés, il conviendrait de changer le nom du ministre chargé de la Commission du blé en celui de ministre chargé de l'expulsion des cultivateurs. On m'a raconté une histoire au sujet d'un professeur. J'ai entendu dire que le ministre chargé de la Commission du blé a été professeur. L'histoire se passe au cours d'une campagne électorale. Parmi les candidats se trouvent un pharmacien et un cultivateur, vieux propriétaire d'un